



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/AC

**Arrêté préfectoral imposant à la Société MAUSER
FRANCE des prescriptions complémentaires pour la
poursuite d'exploitation de son établissement situé à
SAINT-AMAND-LES-EAUX**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement notamment l'article R512-31 ;

Vu la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

Vu la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

Vu la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

Vu la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

Vu la circulaire du 23 mars 2010 relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1997 autorisant la société GALLAY CONTENEURS ET SYSTEMES SA à exploiter à Saint-Amand-Les-Eaux une unité de fabrication et de maintenance de conteneurs industriels ;

Vu la lettre préfectorale du 13 mai 2004 donnant acte à la société MAUSER France SAS de l'absorption de la société GALLAY CONTENEURS ET SYSTEMES SA à Saint-Amand-les-Eaux ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 1er août 2002 relatif à la valeur limite d'émission en DCO et du 11 octobre 2002 relatif à la situation administrative du site ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2009 imposant à la société MAUSER France SAS des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Saint-Amand-Les-Eaux ;

Vu les résultats du rapport établi par GS MULTILAB et correspondant au prélèvement du 6 septembre 2005 présentant les résultats d'analyse menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

Vu le rapport du 11 octobre 2010 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 16 novembre 2010 ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE;

Considérant les objectifs du SDAGE pour lutter contre les pollutions ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant que l'établissement rejette dans la masse d'eau « SCARPE CANALISE AVAL » de code sandre AR49 déclassée pour l'état chimique

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - : La société MAUSER France SAS dont le siège social est situé à 1/3 rue de poterie, BP 232, 93525 SAINT DENIS Cedex doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Saint-Amand –Les-Eaux, zone industrielle du moulin blanc, rue du champ des oiseaux les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs susvisés sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :

a/ Numéro d'accréditation

b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

3.1 Programme de surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance des substances dangereuses au(x) point(s) de rejet d'eaux industrielles suivant(s) :

NOM DU REJET	TYPE DE REJET	SUBSTANCES
Rejet n°2	Effluents en sortie de station	Liste des substances figurant en annexe I du présent arrêté

Ce programme de mesure comportera 1 mesure par mois pendant 6 mois, chaque prélèvement s'effectuant sur une durée de 24h représentative du fonctionnement de l'installation.

La recherche peut être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, et qui n'auront pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire. Les listes « transversales » de l'annexe 1 concernant les activités de nettoyage (dont les nettoyages de circuits des TAR) et de dégraissage de pièces mécaniques sont, quant à elles, à considérer comme des listes de substances en italique dont la recherche peut donc être abandonnée après 3 non-détectations consécutives.

3.2 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique, selon l'annexe 4 du présent arrêté. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur l'ensemble des mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir de l'ensemble de ces mesures et les limites de quantification pour chaque mesure;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté;
- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- des propositions argumentées quant au maintien ou à l'abandon de la surveillance des différentes substances dangereuses dans le cadre d'une surveillance pérenne comme le prévoit l'article 2.3 de la circulaire du 05 janvier 2009,
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine, ou adduction d'eau potable).

L'exploitant devra préciser la valeur du débit mensuel minimal de référence de fréquence quinquennale (QMNA5) de la masse d'eau dans laquelle a lieu le rejet. Il pourra se baser notamment sur la valeur du QMNA5 de la station la plus proche qu'il trouvera sur le site internet de la banque HYDRO (<http://www.hydro.eaufrance.fr/>) à laquelle un coefficient multiplicateur qui est le rapport de la taille du bassin versant au point de rejet sur la taille du bassin versant à la station devra être appliqué ou bien, un facteur correctif issu d'une modélisation.

Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux.

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/>) et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu :

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N réalisées en application du présent arrêté ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances concernées,

- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances mesurées en application du présent arrêté.

Article 5 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de son affichage.

Article 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX,

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SAINT-AMAND-LES-EAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le 15 DEC. 2010

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil



**ANNEXE 1 : LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES
FAISANT PARTIE DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

Etablissement : MAUSER France SAS à SAINT AMAND LES EAUX

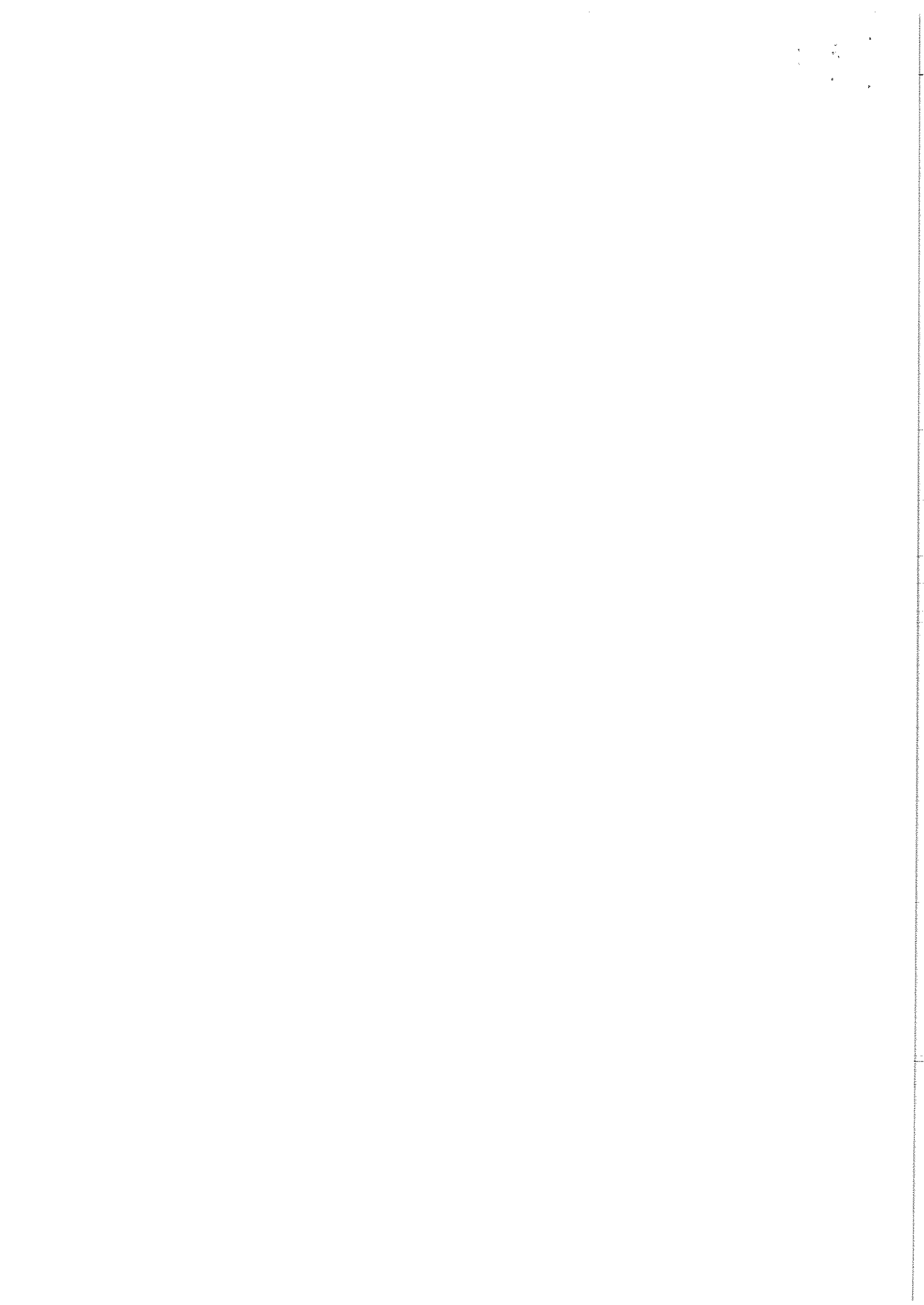
SUBSTANCES	Numéro CAS
Tributylétain cation	688-73-3
Dibutylétain cation	1002-53-5
Monobutylétain cation	78763-54-9
Cadmium et ses composés	7440-43-9
Plomb et ses composés	7439-92-1
Mercure et ses composés	7439-97-6
Nickel et ses composés	7440-02-0
Arsenic et ses composés	7440-38-2
Chrome et ses composés	7440-47-3
Cuivre et ses composés	7440-50-8
Zinc et ses composés	7440-66-6
Anthracène	120-12-7
Naphtalène	91-20-3
Fluoranthène	206-44-0
Hexachlorobenzène	118-74-1
Toluène	108-88-3
Chlorure de méthylène	75-09-2
Chloroforme	67-66-3
Tétrachlorure de carbone	56-23-5
Tétrachloroéthylène	127-18-4
Trichloroéthylène	79-01-6
Nonylphénols	25154-52-3
Octylphénols (para-tert-octylphénol)	140-66-9
Diphényléthers bromés (28, 47, 99, 100, 153, 154)	
Pentabromodiphényléther	32534-81-9
Diuron	330-54-1
Chloroalcanes C10-C13	85535-84-8




ANNEXE 2 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE


Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : -1 = dangereuses prioritaires, - 2 = prioritaires, - 3 = pertinentes liste 1, - 4 = pertinentes liste 2 (cf :article 4.2. de l'AP)	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l (source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)
Nonylphénols	6598	1	0,1
NP10E	demande en cours	1	0,1*
NP20E	demande en cours	1	0,1*
Octylphénols	6600	2	0,1
OP10E	demande en cours	2	0,1*
OP20E	demande en cours	2	0,1*
2 chloroaniline	1593	4	0,1
3 chloroaniline	1592	4	0,1
4 chloroaniline	1591	4	0,1
4-chloro-2 nitroaniline	1594	4	0,1
3,4 dichloroaniline	1586	4	0,1
Phénols (Somme o,p)	1953	1	10
Biphényle	1584	4	0,05
Epichlorhydrine	1494	4	0,5
Tributylphosphate	1847	4	0,1
Acide chloroacétique	1465	4	25
Tétrabromodiphényléther (BDE 47)	2919	2	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05µg/l pour chaque BDE.
Pentabromodiphényléther (BDE 99)	2916	1	
Hexabromodiphényléther (BDE 153)	2912	1	
Hexabromodiphényléther BDE 154	2911	2	
Hexabromodiphényléther BDE 153	2912	2	
Heptabromodiphényléther BDE 183	2910	2	
Décabromodiphényléther (BDE 209)	1815	2	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05µg/l pour chaque BDE.
Benzène	1114	2	
Ethylbenzène	1497	4	
Isopropylbenzène	1633	4	
Toluène	1278	4	
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	4	
1,2,3 trichlorobenzène	1630	2	1


1,2,4 trichlorobenzène	1283	2	1
1,3,5 trichlorobenzène	1629	2	1
Chlorobenzène	1467	4	1
1,2 dichlorobenzène	1165	4	1
1,3 dichlorobenzène	1164	4	1
1,4 dichlorobenzène	1166	4	1
1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631	4	0,05
1-chloro-2-nitrobenzène	1469	4	0,1
1-chloro-3-nitrobenzène	1468	4	0,1
1-chloro-4-nitrobenzène	1470	4	0,1
Pentachlorophénol	1235	2	0,1
4-chloro-3-méthylphénol	1636	4	0,1
2 chlorophénol	1471	4	0,1
3 chlorophénol	1651	4	0,1
4 chlorophénol	1650	4	0,1
2,4 dichlorophénol	1486	4	0,1
2,4,5 trichlorophénol	1548	4	0,1
2,4,6 trichlorophénol	1549	4	0,1
Hexachloropentadiène	2612	4	0,1
1,2 dichloroéthane	1161	2	2
Chlorure de méthylène (dichlorométhane)	1168	2	5
1,1,1 trichloroéthane	1652	1	0,5
Chloroforme	1135	2	1
Tétrachlorure de carbone	1276	3	0,5
Chloroprène	2611	4	1
3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065	4	1
1,1 dichloroéthane	1160	4	5
1,1 dichloroéthylène	1162	4	2,5
1,2 dichloroéthylène	1163	4	5
Hexachloroéthane	1656	4	1
1,1,2,2 tétrachloroéthane	1271	4	1
Tétrachloroéthylène	1272	3	0,5
1,1,1 trichloroéthane	1284	4	0,5
1,1,2 trichloroéthane	1285	4	1
Trichloroéthylène	1286	3	0,5
Chlorure de vinyle	1753	4	5
Anthracène	1458	1	0,01
Fluoranthène	1191	2	0,01
Naphtalène	1517	2	0,05
Acénaphène	1453	4	0,01
Benzo (a) pyrène	1145	1	0,01
Benzo (a) fluoranthène	1117	1	0,01
Benzo (b) fluoranthène	1116	1	0,01
Benzo (k) fluoranthène	1118	1	0,01




Ardoine (C, 2, 4, 6, 8, 10, 12)	1204	1	0,01
Cadmium et ses composés	1388	1	2
Plomb et ses composés	1382	2	5
Mercury et ses composés	1387	1	0,5
Nickel et ses composés	1386	2	10
Arsenic et ses composés	1369	4	5
Zinc et ses composés	1383	4	10
Cuivre et ses composés	1392	4	5
Chrome et ses composés	1389	4	5
Triphénylétain cation	2542	1	0,02
Dibutylétain cation	1771	4	0,02
Monobutylétain cation	2542	4	0,02
Triphénylétain cation	demande en cours	4	0,02
PCB 28	1239	4	0,01
PCB 52	1241	4	0,01
PCB 101	1242	4	0,01
PCB 118	1243	4	0,01
PCB 138	1244	4	0,01
PCB 153	1245	4	0,01
PCB 180	1246	4	0,01
Trifluraline	1289	2	0,05
Alachlore	1101	2	0,02
Atrazine	1107	2	0,03
Chlorfenvinphos	1464	2	0,05
Chlorpyrifos	1083	2	0,05
Diuron	1177	2	0,05
alpha Endosulfan	1178	1	0,02
beta Endosulfan	1179	1	0,02
alpha DDT	1235	1	0,02
hexachlorocyclopentadiène	1203	1	0,02
gamma isoprene (linéaire)	1203	1	0,02
Isoproturon	1208	2	0,05
Simazine	1263	2	0,03
Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1314 1841	Paramètres de suivi	30000 300
Matières en Suspension	1305		2000

 Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

 Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

 Autres paramètres

ANNEXE 3 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement²

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

² L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

$\frac{1}{2}$

$\frac{1}{2}$

$\frac{1}{2}$

(Document disponible à l'annexe 5.4 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

Conditions de prélèvement et d'analyses

[illegible]

Résultats d'analyses

Codex JANDRE (telle qu'énoncée dans le règlement des codes source)	Libellé court du paramètre (on ne tient pas compte du caractère du paramètre)	Résultat (en Unités d'analyse) (g, kg, m³)	Adressé à l'analyse résultat sous accréditation analyse réalisée lors accréditation (consulter le site Internet répertorié et les codes d'analyse)	Numéro dossier accréditation (pour le site laboratoire de l'analyse)	Date de début d'analyse par le laboratoire de l'analyse	Fraction Analytée (Code source) 3. Phase aqueuse 23. Eau d'analyse 41. MES (autres)	Résultat de la fraction analysée	Unité de la fraction analysée	Incertitude avec facteur d'élargissement (k=2)	Référence de méthode de dosage (pour les analyses) d'analyse	Technique de dosage (pour les analyses) d'analyse	Unité de quantification valeur	Unité de quantification facteur d'élargissement (k=2)	Code remarque de l'analyse (code 0 : analyse non réalisée ; Code 1 : analyse partielle ; Code 2 : analyse totale ; Code 3 : analyse partielle ; Code 4 : analyse totale ; Code 5 : analyse totale ; Code 6 : analyse totale ; Code 7 : analyse totale ; Code 8 : analyse totale ; Code 9 : analyse totale ; Code 10 : analyse totale ; Code 11 : analyse totale ; Code 12 : analyse totale ; Code 13 : analyse totale ; Code 14 : analyse totale ; Code 15 : analyse totale ; Code 16 : analyse totale ; Code 17 : analyse totale ; Code 18 : analyse totale ; Code 19 : analyse totale ; Code 20 : analyse totale ; Code 21 : analyse totale ; Code 22 : analyse totale ; Code 23 : analyse totale ; Code 24 : analyse totale ; Code 25 : analyse totale ; Code 26 : analyse totale ; Code 27 : analyse totale ; Code 28 : analyse totale ; Code 29 : analyse totale ; Code 30 : analyse totale ; Code 31 : analyse totale ; Code 32 : analyse totale ; Code 33 : analyse totale ; Code 34 : analyse totale ; Code 35 : analyse totale ; Code 36 : analyse totale ; Code 37 : analyse totale ; Code 38 : analyse totale ; Code 39 : analyse totale ; Code 40 : analyse totale ; Code 41 : analyse totale ; Code 42 : analyse totale ; Code 43 : analyse totale ; Code 44 : analyse totale ; Code 45 : analyse totale ; Code 46 : analyse totale ; Code 47 : analyse totale ; Code 48 : analyse totale ; Code 49 : analyse totale ; Code 50 : analyse totale ; Code 51 : analyse totale ; Code 52 : analyse totale ; Code 53 : analyse totale ; Code 54 : analyse totale ; Code 55 : analyse totale ; Code 56 : analyse totale ; Code 57 : analyse totale ; Code 58 : analyse totale ; Code 59 : analyse totale ; Code 60 : analyse totale ; Code 61 : analyse totale ; Code 62 : analyse totale ; Code 63 : analyse totale ; Code 64 : analyse totale ; Code 65 : analyse totale ; Code 66 : analyse totale ; Code 67 : analyse totale ; Code 68 : analyse totale ; Code 69 : analyse totale ; Code 70 : analyse totale ; Code 71 : analyse totale ; Code 72 : analyse totale ; Code 73 : analyse totale ; Code 74 : analyse totale ; Code 75 : analyse totale ; Code 76 : analyse totale ; Code 77 : analyse totale ; Code 78 : analyse totale ; Code 79 : analyse totale ; Code 80 : analyse totale ; Code 81 : analyse totale ; Code 82 : analyse totale ; Code 83 : analyse totale ; Code 84 : analyse totale ; Code 85 : analyse totale ; Code 86 : analyse totale ; Code 87 : analyse totale ; Code 88 : analyse totale ; Code 89 : analyse totale ; Code 90 : analyse totale ; Code 91 : analyse totale ; Code 92 : analyse totale ; Code 93 : analyse totale ; Code 94 : analyse totale ; Code 95 : analyse totale ; Code 96 : analyse totale ; Code 97 : analyse totale ; Code 98 : analyse totale ; Code 99 : analyse totale ; Code 100 : analyse totale ; Code 101 : analyse totale ; Code 102 : analyse totale ; Code 103 : analyse totale ; Code 104 : analyse totale ; Code 105 : analyse totale ; Code 106 : analyse totale ; Code 107 : analyse totale ; Code 108 : analyse totale ; Code 109 : analyse totale ; Code 110 : analyse totale ; Code 111 : analyse totale ; Code 112 : analyse totale ; Code 113 : analyse totale ; Code 114 : analyse totale ; Code 115 : analyse totale ; Code 116 : analyse totale ; Code 117 : analyse totale ; Code 118 : analyse totale ; Code 119 : analyse totale ; Code 120 : analyse totale ; Code 121 : analyse totale ; Code 122 : analyse totale ; Code 123 : analyse totale ; Code 124 : analyse totale ; Code 125 : analyse totale ; Code 126 : analyse totale ; Code 127 : analyse totale ; Code 128 : analyse totale ; Code 129 : analyse totale ; Code 130 : analyse totale ; Code 131 : analyse totale ; Code 132 : analyse totale ; Code 133 : analyse totale ; Code 134 : analyse totale ; Code 135 : analyse totale ; Code 136 : analyse totale ; Code 137 : analyse totale ; Code 138 : analyse totale ; Code 139 : analyse totale ; Code 140 : analyse totale ; Code 141 : analyse totale ; Code 142 : analyse totale ; Code 143 : analyse totale ; Code 144 : analyse totale ; Code 145 : analyse totale ; Code 146 : analyse totale ; Code 147 : analyse totale ; Code 148 : analyse totale ; Code 149 : analyse totale ; Code 150 : analyse totale ; Code 151 : analyse totale ; Code 152 : analyse totale ; Code 153 : analyse totale ; Code 154 : analyse totale ; Code 155 : analyse totale ; Code 156 : analyse totale ; Code 157 : analyse totale ; Code 158 : analyse totale ; Code 159 : analyse totale ; Code 160 : analyse totale ; Code 161 : analyse totale ; Code 162 : analyse totale ; Code 163 : analyse totale ; Code 164 : analyse totale ; Code 165 : analyse totale ; Code 166 : analyse totale ; Code 167 : analyse totale ; Code 168 : analyse totale ; Code 169 : analyse totale ; Code 170 : analyse totale ; Code 171 : analyse totale ; Code 172 : analyse totale ; Code 173 : analyse totale ; Code 174 : analyse totale ; Code 175 : analyse totale ; Code 176 : analyse totale ; Code 177 : analyse totale ; Code 178 : analyse totale ; Code 179 : analyse totale ; Code 180 : analyse totale ; Code 181 : analyse totale ; Code 182 : analyse totale ; Code 183 : analyse totale ; Code 184 : analyse totale ; Code 185 : analyse totale ; Code 186 : analyse totale ; Code 187 : analyse totale ; Code 188 : analyse totale ; Code 189 : analyse totale ; Code 190 : analyse totale ; Code 191 : analyse totale ; Code 192 : analyse totale ; Code 193 : analyse totale ; Code 194 : analyse totale ; Code 195 : analyse totale ; Code 196 : analyse totale ; Code 197 : analyse totale ; Code 198 : analyse totale ; Code 199 : analyse totale ; Code 200 : analyse totale ; Code 201 : analyse totale ; Code 202 : analyse totale ; Code 203 : analyse totale ; Code 204 : analyse totale ; Code 205 : analyse totale ; Code 206 : analyse totale ; Code 207 : analyse totale ; Code 208 : analyse totale ; Code 209 : analyse totale ; Code 210 : analyse totale ; Code 211 : analyse totale ; Code 212 : analyse totale ; Code 213 : analyse totale ; Code 214 : analyse totale ; Code 215 : analyse totale ; Code 216 : analyse totale ; Code 217 : analyse totale ; Code 218 : analyse totale ; Code 219 : analyse totale ; Code 220 : analyse totale ; Code 221 : analyse totale ; Code 222 : analyse totale ; Code 223 : analyse totale ; Code 224 : analyse totale ; Code 225 : analyse totale ; Code 226 : analyse totale ; Code 227 : analyse totale ; Code 228 : analyse totale ; Code 229 : analyse totale ; Code 230 : analyse totale ; Code 231 : analyse totale ; Code 232 : analyse totale ; Code 233 : analyse totale ; Code 234 : analyse totale ; Code 235 : analyse totale ; Code 236 : analyse totale ; Code 237 : analyse totale ; Code 238 : analyse totale ; Code 239 : analyse totale ; Code 240 : analyse totale ; Code 241 : analyse totale ; Code 242 : analyse totale ; Code 243 : analyse totale ; Code 244 : analyse totale ; Code 245 : analyse totale ; Code 246 : analyse totale ; Code 247 : analyse totale ; Code 248 : analyse totale ; Code 249 : analyse totale ; Code 250 : analyse totale ; Code 251 : analyse totale ; Code 252 : analyse totale ; Code 253 :
---	---	--	---	--	--	---	-------------------------------------	-------------------------------------	---	--	--	--------------------------------------	---	--

1

2

3